

**CONVENTION PLURIANUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL
N°MGDIS 13144**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I.

**La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

représenté par

Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du 15 décembre 2025

ci-après désigné

« la Métropole»

ET

L'Association

**Handi Sud Basket
8 Impasse Notre Dame Limite
13015 MARSEILLE
Siret : 523 821 601 00029**

représentée par

Son Président, Monsieur Ouahid BOUSTILA

ci-après désignée

« l'association»

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine du sport.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Promouvoir et développer la pratique du basket fauteuil

L'association accompagne, dans l'atteinte de ses objectifs, son équipe masculine de basket fauteuil qui évolue en 1^{ère} division du championnat de France (Elite Nationale A), lors de la saison sportive 2025/2026.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2026.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'association :

- L'annexe I à la présente convention précise :
- Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 185.000 €.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 30 000 €, et représente 16,2 % du budget prévisionnel global de l'association (hors contributions volontaires).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée en fonction des dépenses réelles déduction faite du montant total des recettes hors subvention d'exploitation auquel sera appliqué un taux de financement ajusté tenant compte des soutiens accordés par l'ensemble des partenaires institutionnels.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger leversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Cette subvention sera crédited au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur appel de fonds du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

L'appel de fonds est rempli et signé par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de

ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4. Indicateurs :

Au regard de l'objet défini à l'article 1, les indicateurs quantitatifs et qualitatifs choisis par l'association dans le cadre de sa demande de subvention sont :

- indicateur n°1 : Nombre de personnes sensibilisées, minimum 20 - maximum 250
- indicateur n°2 : Augmentation du nombre de licenciés, minimum 1 - maximum 10
- indicateur n°3 : Augmentation du nombre de licenciés féminines, minimum 1 - maximum 5
- indicateur n°4 : Augmentation du nombre de bénévoles, minimum 1 - maximum 10

5.5 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un

contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;

- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes**, prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée** ;
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra

intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RE COURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

**Pour l'Association
Handi Sud Basket**

**Le Président
Monsieur Ouahid BOUSTILA**

**Pour la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

**Le Vice-Président
Sport et Equipements Sportifs
Monsieur David GALTIER**

ANNEXE I - A LA CONVENTION PLURIANUELLE D'OBJECTIFS
Handi Sud Basket
Budget prévisionnel général Année 2026



Budget Prévisionnel global 2026 de la structure « HANDI SUD BASKET »

DEPENSES	RECETTES
60 - ACHATS	7500 €
Achats stockés (matières premières, autres appro)	0 €
Achats de matériel, équipements et travaux	3000 €
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives)	4500 €
Achats de marchandises	0 €
Autres achats	
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	23000 €
Sous traitance générale	0 €
Redevances de crédit-bail	0 €
Locations mobilières et immobilières	0 €
Charges locatives et de copropriété	0 €
Entretien et réparation	15000 €
Primes d'assurance	2500 €
Divers (études/ recherches, documentation, colloques ...)	5500 €
62- AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	56500 €
Personnel extérieur	0 €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	0 €
Publicité, information et publications	5000 €
Transports de biens et transports collectifs du personnel	0 €
Déplacement, missions et réceptions	50000 €
Frais postaux et de télécommunications	1000 €
Autres (travaux exécutés à l'extérieur, etc...)	500 €
63 - IMPÔTS ET TAXES	0 €
Impôts et taxes sur rémunération	0 €
Autres impôts et taxes	0 €
64 - CHARGES DE PERSONNEL	95000 €
Rémunération du personnel	12000 €
Charges sociales	3000 €
Autres charges de personnel	80000 €
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0 €
Autres charges de gestion courante	0 €
66 - CHARGES FINANCIÈRES	0 €
Charges financières	0 €
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0 €
Charges exceptionnelles	0 €
68 -DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	3000 €
Dotation aux amortissements, provisions et engagements	3000 €
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	0 €
Impôts sur les bénéfices	0 €
SOUS TOTAL DEPENSES (hors contributions volontaires en nature)	185000 €
86- EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE	0 €
Secours en nature	0 €
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0 €
Personnel bénévole	0 €
TOTAL DEPENSES	185000 €
70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	15000 €
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	15000 €
73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	0 €
Dotations et produits de tarification	0 €
74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	115000 €
Etat (Précisez le ministère sollicité): ANS + aide emploi DVT FFH	15000 €
Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Region(s)	20000 €
Département(s)	30000 €
Communes	50000 €
Organismes sociaux	0 €
Fonds européens	0 €
L'agence de services et de paiement	0 €
Autres établissements publics	0 €
Aides privées	0 €
EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence)	0 €
SUBVENTION D'EXPLOITATION : MÉTROPOLE AIX MARSEILLE	35000 €
Métropole Aix Marseille Provence	35000 €
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)	20000 €
Autres produits de gestion courante	0 €
Dont cotisations	20000 €
76- PRODUITS FINANCIERS	0 €
Produits financiers	0 €
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0 €
Produits exceptionnels	0 €
78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0 €
Reprises sur amortissements et provisions	0 €
79 - TRANSFERT DE CHARGES	0 €
Transfert de charges	0 €
SOUS TOTAL RECETTES (hors contributions volontaires en nature)	185000 €
87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0 €
Bénévolat	0 €
Prestation en nature	0 €
Dons en nature	0 €
TOTAL RECETTES	185000 €